Européens et Américains face au " printemps russe "

Anne de Tinguy

▶ **To cite this version:**

Anne de Tinguy. Européens et Américains face au " printemps russe ". Les Dossiers du CERI, 2012, pp.1-8. hal-01024547

HAL Id: hal-01024547

https://sciencespo.hal.science/hal-01024547

Submitted on 16 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EUROPEENS ET AMERICAINS FACE AU « PRINTEMPS RUSSE »

Anne de Tinguy*

Porteurs depuis l'effondrement de l'URSS d'un projet de soutien à la démocratisation des pays issus de l'ex-URSS, Européens et Américains ne peuvent que se réjouir d'un « printemps russe » synonyme d'émergence d'une société civile en Russie. Sont-ils désireux d'aller au-delà, comme ils l'ont fait dans d'autres cas ? En novembre 2004, lorsque les Ukrainiens descendent dans la rue pour protester contre les fraudes massives qui ont entaché l'élection présidentielle, l'Union européenne dénonce les irrégularités et appelle les autorités ukrainiennes à réexaminer le processus électoral et son résultat. Actif médiateur entre les forces politiques ukrainiennes, elle contribue à la sortie de crise. Lors des récentes révoltes arabes, après avoir longtemps soutenu des régimes autoritaires et corrompus, les Occidentaux se sont rangés du côté des contestataires. A un moment où l'UE traverse une crise majeure, où le partenaire russe apparaît incontournable dans plusieurs des dossiers qui sont au cœur de la vie internationale (répression en Syrie, nucléaire iranien, bouclier anti-missile, etc.), comment réagissent-ils aux contestations ainsi qu'aux critiques qui leur sont faites par Moscou ?

VERS UN CHANGEMENT DE PARADIGME ?

La contestation qui se développe sur tout le territoire russe après le scrutin du 4 décembre 2011 suscite immédiatement un grand intérêt en Europe et aux Etats-Unis. L'analyse dominante est que la vie politique russe est à nouveau à un tournant de son histoire : après des années de frustrations grandissantes causées par la corruption, l'arbitraire, la quasi absence de réformes, l'autoritarisme du pouvoir, etc., l'annonce en septembre de la candidature de V. Poutine, la campagne et les fraudes électorales du 4 décembre ont fait déborder le vase. Le message envoyé par des citoyens russes en colère est que « trop, c'est trop » et que le temps de changements réels est venu[1]. Certains observateurs perçoivent ces événements comme une avancée du processus de démocratisation et « une démonstration de santé politique »[2]. D'autres s'inquiètent des idées nationalistes portées par Aleksei Navalnyi, le bloggeur devenu célèbre, et d'un avenir politique qui apparaît brusquement incertain (ce qui conduit le 16 janvier 2012 l'agence de notation Fitch à abaisser la perspective de la note de la Russie). Tous ou presque saluent une nouvelle donne en Russie.

Les responsables politiques réagissent par ailleurs immédiatement aux conclusions publiées par l'Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe au lendemain du scrutin du 4 décembre. L'OSCE estime que les « conditions d'une compétition électorale équitable » n'ont pas été réunies (refus « d'enregistrer certains partis politiques », « ingérence de l'Etat à toutes les étapes du processus électoral », « partialité de la plupart des médias ») et dénonce lors du dépouillement « de fréquentes violations de procédure et des cas de

[1] Cf l'analyse de David Kramer "The state of human rights and rule of law in Russia : US policy options", testimony before the US Senate Foreign Relations Subcommittee on European Affrairs, 14 dec. 2011, www.freedomhouse.org

[2] Expression d'H. Carrère d'Encausse, *Le Figaro* 7 janvier 2012 ; voir aussi *New York Times* 15 janvier 2012 et *The Boston Globe* 8 janvier 2012.

manipulation évidente, y compris plusieurs indications sérieuses de 'bourrage des urnes' »[3]. L'administration Obama est la première à s'exprimer. Le 5 décembre 2011, par la voix d'Hilary Clinton, elle se déclare « très préoccupée par le déroulement des élections » et « par les informations selon lesquelles des observateurs russes indépendants, dont le réseau Golos, ont été harcelés, ce qui est totalement contraire aux droits des personnes à observer les élections, à y participer et à diffuser l'information »[4]. Ce langage, souligne David Kramer, président de Freedom House, est « le plus clair et le plus fort utilisé jusqu'ici par un responsable de cette administration ». Le gouvernement allemand se déclare le même jour via son porte-parole « très inquiet » du rapport de l'OSCE. Catherine Ashton, la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, se dit « très préoccupée » le 6 décembre par « les violations des procédures » et le 7, « par l'arrestation de centaines de participants aux manifestations » et par les « violences policières contre des militants, des journalistes et d'autres personnes présentes ». Le 7 décembre, Alain Juppé fait part lui aussi « de la préoccupation de la France sur la façon dont les élections se sont déroulées ». Le 11, le ministre des Affaires étrangères ne se contente pas de qualifier « d'inacceptables » « les arrestations et les incarcérations qui se multiplient » : se référant à la nouvelle candidature de Vladimir Poutine, il s'en prend nommément à ce dernier : « les peuples n'aiment pas trop qu'on joue avec les processus démocratiques. Je suis Premier ministre, je te laisse la présidence ou l'inverse, c'est quelque chose qui finit par choquer… Il ne faut pas trop jouer avec cela». Un mois et demi plus tard, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe confirme et précise la critique[5]. Entre-temps, le 14 décembre, après avoir souligné « que la Russie ne respectait pas les normes électorales de l'OSCE », le

[3] OSCE, Parliamentary Assembly, International Election Observation – Russian Federation, State Duma Elections, 4 December 2011 *Statement of preliminary findings and conclusions*, 5 déc. 2011, site internet de l'OSCE, 12 p.

[4] Sources de la plupart des déclarations des dirigeants politiques cités : sites internet des ministères des Affaires étrangères (MID) des Etats concernés, du Parlement européen, du Kremlin et du gouvernement russe

[5] Rapport du Conseil de l'Europe « Observation des élections législatives dans la Fédération de Russie (4 décembre 2011) » , 23 janvier 2012, site internet du Conseil de l'Europe

Parlement européen a demandé l'organisation « de nouvelles élections libres et régulières après l'inscription de tous les partis d'opposition ».

Ce n'est pas la première fois qu'Européens et Américains émettent des critiques. Au fil des années 2000, le paradigme de la transition vers la démocratie qui a dominé la relation russo-occidentale dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'URSS, est apparu de plus en plus inopérant. Les dérives autoritaires du pouvoir de Vladimir Poutine s'accentuant, Washington et Bruxelles ont parfois rappelé que la politique russe n'était pas conforme à ce qu'ils attendaient. Ainsi, le 9 février 2004, la Commission européenne déclare que « le déroulement des élections de la Douma en décembre 2003 et la situation en Tchétchénie suscitent des interrogations quant à l'engagement et à la capacité de la Russie à défendre les valeurs fondamentales européennes et universelles et à poursuivre ses réformes en matière de démocratie ». En 2004 comme en 2011-2012, les critiques sont parfois vives, mais les conclusions que les uns et les autres en tirent sont pour la plupart mesurées et limitées. En 2004, l'UE appelle à « parler franchement » des divergences qui existent. En 2011, le Parlement européen est le seul à préconiser de nouvelles élections et lors du sommet UE-Russie des 14-15 décembre 2011, il n'est pas suivi par les responsables de l'exécutif européen. Hilary Clinton, Catherine Ashton comme Alain Juppé se contentent de demander aux autorités russes de respecter les engagements démocratiques pris par leur pays, de laisser s'exprimer les oppositions, d'éviter la violence et de « permettre la tenue d'une élection présidentielle régulière et équitable au printemps prochain ». Tous ont par ailleurs à cœur de rappeler l'importance du partenariat avec la Russie. Ainsi le 7 décembre 2011, après avoir dit la préoccupation de la France, Alain Juppé souligne que « ceci ne remet pas en cause l'objectif qui est le nôtre, celui de considérer la Russie comme un partenaire privilégié de l'UE, de l'OTAN et de la France ». Dans sa résolution du 14 décembre 2011, le Parlement européen « réaffirme que la Russie demeure l'un des partenaires les plus importants de l'UE pour la construction d'une coopération stratégique ».

La modération de ces réactions tient à la fois à la volonté traditionnelle de ménager un partenaire jugé incontournable, à la conviction que le pouvoir a la capacité de contenir les contestations, mais aussi à la nature des revendications. Les contestataires russes n'ont ni le même profil sociologique ni les mêmes objectifs que les insurgés des révoltes arabes. Beaucoup sont des jeunes bien formés et engagés dans la vie active qui ont tiré parti de la forte croissance des années 2000, ce que confirment les enquêtes faites par le centre Levada à Moscou lors des manifestations du 24 décembre et du 4 février. Ils n'ont pas pour objectif une révolution. Ce qu'ils réclament, de façon pacifique, c'est que l'Etat respecte les citoyens, qu'il les traite avec dignité, que leur vote soit pris en compte. Les Occidentaux voient ainsi monter en Russie une force qui demande au pouvoir une évolution du système, c'est à dire l'émergence, qu'ils souhaitent depuis 1991, d'une société civile.

En résumé, Européens et Américains prennent acte de l'évolution politique de la Russie qu'ils analysent comme une nouvelle étape dans le rapport gouvernants-gouvernés. Ils ne redéfinissent pas pour autant les bases de leurs politiques à l'égard de la Russie. Leurs rapports avec Moscou sont cependant encore une fois mis à l'épreuve.

L'OCCIDENT, A NOUVEAU BOUC EMISSAIRE

La Russie a noué avec les Etats-Unis comme avec l'UE des « partenariats stratégiques » qui se sont confortés au fil du temps. Ceux-ci se heurtent néanmoins régulièrement à de sérieuses divergences que le « printemps russe » met une fois de plus en lumière. Les dirigeants politiques russes ne se contentent pas de répondre à la critique par la critique, ils portent à l'encontre des responsables américains et, dans une moindre mesure, européens des accusations qui ne sont pas de nature à dissiper la méfiance qui, vingt ans après la fin de la guerre froide, demeure persistante.

Au moment de la révolution orange, Moscou avait affirmé que celle-ci était le fruit de manœuvres occidentales : « certains Etats étrangers non seulement soutiennent mais aussi

attisent des revendications destinées à déstabiliser la situation » ; « en appelant à réviser les résultats des élections », l'UE « pousse ouvertement l'opposition à des actions illégales et violentes »[6]. Fin 2011, pour expliquer la contestation, Moscou reprend cette argumentation. Le 27 novembre, Vladimir Poutine accuse les gouvernements étrangers de financer l'opposition politique russe, qu'il compare à Judas, dans le but d'influencer le processus électoral. Ce thème de la déstabilisation venue de l'étranger est repris après le scrutin du 4 décembre. Le 8, lors d'une réunion avec le Front populaire, une organisation de soutien à sa candidature, en réponse à une intervenante qui se demande si les Américains veulent provoquer en Russie « une révolution rose, orange ou autre », Vladimir Poutine s'élève vivement contre les propos tenus le 5 par Hilary Clinton, l'accusant d'avoir « envoyé un signal à certains hommes politiques russes » qui « ont entendu ce signal et, avec le soutien du département d'Etat américain, se sont mis au travail ». Il affirme que « des centaines de millions de dollars » provenant de l'étranger ont été investis dans des activités politiques en Russie et que des organisations russes « travaillent pour de l'argent étranger et obéissent au doigt et à l'œil à un Etat étranger », ce qui « est simplement inadmissible ». Il en conclut que son pays « doit se protéger de l'ingérence dans ses affaires intérieures et protéger sa souveraineté ». L'explication fournie n'est pas nouvelle : « nos partenaires » redoutent la puissance russe et ne veulent pas que la Russie oublie « qui est le maître du monde ». Le 15 décembre lors de la séance télévisée annuelle de questions-réponses avec la population, le Premier ministre fait à nouveau un parallèle avec la révolution orange, accusant certains opposants russes d'avoir rapporté d'Ukraine les pratiques alors utilisées. Tout en prenant soin de souligner que « l'Occident n'est pas homogène et que nous y avons davantage d'amis que d'ennemis », il renouvelle ses critiques à l'égard des Etats Unis qui recherchent des « vassaux » et non « des alliés » et qui veulent « écarter la Russie pour qu'elle ne puisse pas faire obstacle à leur domination mondiale ». Le 22 décembre, dans son adresse à l'Assemblée fédérale, le président Medvedev dénonce lui aussi « les tentatives

[6] MID 23 novembre 2004; *Diplomatitcheskiï Vestnik* déc. 2004, p. 93 ; *Nezavissimaia Gazeta* 25 nov. 2004

inacceptables qui sont faites pour manipuler les citoyens russes, pour les induire en erreur et inciter au conflit social ».

Les responsables russes reprennent en outre l'idée de ce qu'ils ont appelé il y a quelques années la démocratie « souveraine ». Ils contestent la prétention des Occidentaux à édicter des normes -ils « essaient parfois de nous expliquer à quoi devrait ressemblait notre système électoral » : « c'est au gouvernement russe à décider des règles qui doivent s'appliquer »[7]-. Et estiment qu'ils sont mal placés pour donner des leçons étant donné les violations des droits de l'homme, fréquentes, affirment-ils, dans leurs pays. Le 6 décembre 2011, le MID rappelle que « le système électoral américain n'est pas un modèle d'ouverture et de justice ». Le 13, il dénonce « le recours disproportionné à la force » des Etats Unis pour répondre « dans certains cas » aux manifestations. Le 15, après avoir affirmé que le Parlement européen « peut faire tous les commentaires qu'il veut », cela « ne signifie rien pour moi », Dmitri Medvedev déclare qu'« il ferait mieux de s'occuper des affaires européennes » et des « nombreux » problèmes de l'UE, notamment en matière de droits de l'homme (« xénophobie, extrémisme et néo-nazisme ») : « nous ne pouvons fermer les yeux sur ces choses, elles doivent être contrées ». A l'appui de ces dires, en décembre, le MID publie sur son site internet un rapport de 81 pages consacré aux atteintes aux droits de l'homme en Amérique du nord et au sein de l'UE. L'actualité donne par ailleurs aux dirigeants russes de nouveaux arguments qu'ils ne se privent pas de mettre en avant : étant donné l'ampleur de la crise économique et financière dans laquelle ils sont englués, les Occidentaux sont malvenus à donner des leçons. Le 15 décembre, le Président russe évoque l'aide que la Russie est prête à apporter à la zone euro, en particulier par le biais du Fonds monétaire international, une manière à nouveau de souligner que l'UE a besoin de la Russie pour régler ses problèmes et continuer à être un pôle de puissance dans le monde et qu'elle est donc bien mal placée pour lui faire la leçon.

[7] Dmitri Medvedev, 8 décembre 2011

Ces accusations impressionnent la société russe. Lors d'une enquête faite mi-décembre par le centre Levada, les personnes interrogées sont 23 % à penser que les protestations sont financées par les Etats-Unis, elles ne sont qu'un tiers à estimer que Vladimir Poutine a été induit en erreur par ses collaborateurs ou qu'il essaie de discréditer les organisateurs et participants de ces manifestations en utilisant de fausses informations. Elles sont par ailleurs 21 % à penser que les mouvements d'opposition russes vivent grâce à l'aide étrangère et qu'ils suivent les instructions données par des Occidentaux ; là aussi, elles ne sont qu'un tiers à ne pas être de cet avis. Il n'y a pas pour autant de rejet des observateurs internationaux. Plus de la moitié (56 %) des personnes interrogées fin janvier par le même centre estiment que leur présence au moment des élections est utile à la Russie, celles qui expriment un avis contraire restant minoritaires (32 %)[8].

Le « printemps russe » ne semble pas à ce stade avoir modifié l'analyse faite par Vladimir Poutine de la démocratisation de son pays et du rapport de celui-ci à l'Occident. S'il ne modifie pas non plus le paradigme des politiques occidentales à l'égard de la Russie, il rend néanmoins caduques des idées jusqu'ici bien ancrées en Europe et aux Etats-Unis. La première est que la Russie n'ayant jamais connu la démocratie, un régime plus ou moins autoritaire y est inévitable pour une période probablement assez longue. La seconde, qui était étayée par la popularité longtemps très forte de Vladimir Poutine, concerne la supposée passivité de la société russe. Nombre de responsables politiques occidentaux en ont longtemps conclu que la monopolisation du pouvoir poutinien correspondait aux attentes de la population. Une situation perçue comme synonyme de stabilité qui correspondait en définitive à leurs intérêts. Là aussi une page se tourne.

***Anne de TINGUY, Professeur des universités, INALCO et CERI-Sciences po**

[8] www.levada.ru